**CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 13 OCTOBRE 2016**

**Compte-rendu conformément
à l'article L. 2121-25 du Code
Général des Collectivités Territoriales**

--==oOo==--

L'an deux mille seize, le jeudi treize octobre à dix neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville de Neuilly-Plaisance s'est réuni en assemblée sous la présidence de Monsieur Christian DEMUYNCK, Maire de Neuilly-Plaisance, à la suite de la convocation qui lui a été adressée le 07 octobre 2016, conformément à la procédure prévue par l'article L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Membres composant le Conseil Municipal : ----- 35
Membres en exercice : ----- 35
Membres présents et/ou représentés : ----- 34
Membre absent : ----- 1

Secrétaire de séance :
Mme BOILEAU.

ÉTAIENT PRESENTS :

M. DEMUYNCK, M. PELISSIER, Mme DOMINGUEZ, Mme PELISSIER, M. VALLEE, Mme MAZDOUR, M. BUTIN, Mme BONGARD, M. MARTINACHE, Mme MOHEN-DELAPORTE, Mme FAGIANI, M. CADET, Mme LAMAURT, M. TOURE, M. PIAT, M. BERTHIER, Mme DIAS, M. MOMPLOT, Mme FUENTES, Mme PONCHARD, Mme BOILEAU, M. ASSAS, M. PEREIRA, Mme SUCHOD, Mme BIENTZ.

ÉTAIENT ABSENTS REPRÉSENTÉS :

M. MALAYEUDE donne pouvoir à M. BUTIN
M. FERRERI donne pouvoir à Mme MOHEN-DELAPORTE
Mme CHOULET donne pouvoir à Mme BONGARD
M. GIBERT donne pouvoir à M. CADET
M. BENAICHE donne pouvoir à M. BERTHIER
Melle JARY donne pouvoir à Mme BOILEAU
Mme GRGURIC donne pouvoir à Mme MAZDOUR
Mme MONOY donne pouvoir à Mme LAMAURT
M. SAUNIER donne pouvoir à Mme SUCHOD.

ÉTAIT ABSENT EXCUSE :

M. ROSA.

Monsieur le Maire annonce que Claude BASSAGET a disparu le 1^{er} octobre à l'âge de 93 ans et a fait partie de notre représentation municipale durant 18 ans.

Durant 3 mandats successifs, de 1983 à 2001, il exerça en effet les fonctions de Conseiller Municipal délégué, en particulier, aux Fêtes et au Tourisme, ses domaines de prédilection.

Au cours de son existence, Claude BASSAGET se sera investi dans tous les domaines de la vie nocéenne : personnel, professionnel, associatif et électif !

Claude BASSAGET a d'abord habité rue Pasteur, avant de résider, plus tard, avenue Victor Hugo.

Et c'est à proximité de son domicile qu'il a exercé la profession de Prothésiste –Dentaire à la tête d'un cabinet de 15 personnes. Puis au début des années 80, M. BASSAGET a tenu un magasin de Sport, là encore, rue Victor Hugo.

En 1985, il crée l'ATCI (Accueil-Tourisme-Comité d'Initiative), avec son épouse Ginette. Il dirigera cette association durant 27 ans, jusqu'en 2012.

Durant toutes ces années, Claude BASSAGET a organisé, à plein temps, des sorties dans le domaine des loisirs ou de la culture dans un périmètre géographique proche de Neuilly-Plaisance.

Il a proposé également aux Nocéens, des voyages de découverte de régions et de villes de France ou de pays étrangers en Europe, en Asie, en Afrique ou aux Etats –Unis.

Claude BASSAGET était un homme d'une grande droiture et avait une véritable éthique de comportement.

Travailleur acharné et passionné, militant très actif au service de ses convictions et de Neuilly-Plaisance, il se montrait aussi exigeant pour lui-même qu'il l'était à l'égard des autres.

Monsieur le Maire demande de bien vouloir observer une minute de silence à la mémoire de M. BASSAGET.

Monsieur le Maire prend la parole,

Le 12 août 2015, Mme Valérie BAGGLANI, placée en 2^e position sur la liste « Neuilly-Plaisance citoyenne solidaire », devenait conseillère municipale en remplacement de M. Rodolphe ALBERO-MARTINEZ, placé en 1^{ère} position sur la liste, et qui informait de sa démission.

Par lettre en date du 29 septembre 2016, Mme Valérie BAGGLANI m'informait de sa décision de démissionner de ses fonctions de conseillère municipale.

Une copie de la lettre de démission de Madame Valérie BAGGLANI a été transmise par un courrier daté du 10 octobre 2016 au Préfet de Seine-Saint-Denis.

Dans son courrier de démission, Mme BAGGLANI précisait que les deux personnes suivantes sur la liste, M. ROSA et Mme HROUDA ne souhaitaient pas assumer la responsabilité de conseiller municipal, et qu'il fallait proposer le poste à Monsieur Michel BORDES, en 5^e position sur la liste.

Toutefois, il ressort des dispositions du Code Electoral et du Code Général des Collectivités Territoriales que le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu devient automatiquement et immédiatement conseiller municipal à compter de la démission de ce dernier, démission qui est rendue définitive dès sa réception par le Maire.

Je suis donc tenu de considérer qu'en l'espèce la démission de Mme BAGGLANI confère à M. ROSA la qualité de conseiller municipal. Un courrier lui a été envoyé le 11 octobre 2016 pour l'en informer et lui indiquer que s'il ne le souhaite pas, il doit déposer sa démission.

La procédure sera réitérée avec Mme HROUDA et ainsi de suite jusqu'à ce qu'un membre de la liste « Neuilly-Plaisance citoyenne solidaire » accepte.

Le Conseil Municipal du 13 octobre 2016 a été préparé par :

I. Délégation des services techniques et des espaces verts, des travaux, de la protection des personnes, des biens et de l'environnement :

Maire-Adjoint : M. BUTIN

Conseillers municipaux délégués : M. FERRERI, M. BERTHIER, M. MOMPLOT

II. Délégation du commerce, de l'artisanat et du personnel :

Maire-Adjoint : Mme MAZDOUR

Conseillers municipaux délégués : M. CADET, Mme GRGURIC, M. PEREIRA

III. Délégation de l'urbanisme, du développement durable, du Grand Paris, des transports et de l'aménagement du Parc intercommunal :

Maire-Adjoint : M. MARTINACHE

Conseillers municipaux délégués : M. MOMPLOT, M. BENAICHE, Mme BOILEAU

Les différents points ont été débattus lors des commissions communales suivantes :

Commission des services techniques et des espaces verts, des travaux, de la protection des personnes, des biens et de l'environnement :

Date : Lundi 10 octobre 2016 – 17h30

Présents : M. BUTIN, M. BERTHIER, M. FERRERI, M. TOURE

Absent excusé : M. MOMPLOT

Absent : M. SAUNIER

Commission du commerce, de l'artisanat et du personnel :

Date : Lundi 10 octobre 2016 – 19h00

Présents : Mme MAZDOUR, M. CADET, M. PEREIRA

Absentes excusées : Mme GRGURIC, Mme SUCHOD

- Commission de l'urbanisme, du développement durable, du Grand Paris, des transports et de l'aménagement du parc intercommunal :

Date : Mardi 11 octobre 2016 – 19h00

Présents : M. MARTINACHE, M. MOMPLOT, Mme BOILEAU

Absents excusés : M. BENAICHE, Mme SUCHOD

DÉCISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EXECUTOIRES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L. 2131-1 DU MEME CODE :

- Décision Municipale n°2016-142 du 21 juillet 2016 : Maintenance des équipements de projection numérique au cinéma la Fauvette.
- Décision Municipale n°2016-143 du 18 juillet 2016 – Contrat d'occupation d'un logement communal conventionné de type F4 (72 m², 2^{ème} étage droite 202) sis 42 avenue des Fauvettes à Neuilly-Plaisance.
- Décision Municipale n°2016-144 du 07 juillet 2016 – Marché de services pour l'envoi en nombre de SMS entre la société CALADE TECHNOLOGIES et la Ville de Neuilly-Plaisance.
- Décision Municipale n°2016-145 du 02 août 2016 – Marché de maintenance des installations téléphoniques du patrimoine communal – avenant n°1.
- Décision Municipale n°2016-146 du 05 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'Etablissement Public de Santé de Ville-Evrard.
- Décision Municipale n°2016-147 du 03 août 2016 – Convention de financement d'actions de sécurité routière entre la Ville de Neuilly-Plaisance et la préfecture de Seine-Saint-Denis dans le cadre du Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière : « Journée spéciale sécurité routière à Neuilly-Plaisance ».
- Décision Municipale n°2016-148 du 03 août 2016 – Convention de financement d'actions de sécurité routière entre la Ville de Neuilly-Plaisance et la préfecture de Seine-Saint-Denis dans le cadre du Plan Départemental d'Actions de Sécurité

Routière : « Tous concernés par la sécurité routière ».

- Décision Municipale n°2016-149 du 08 août 2016 – Contrat de services pour système de gestion du stationnement à temps partagé et à durée limitée – avenant n°1 de transfert au marché 2014-11.
- Décision Municipale n°2016-150 du 11 août 2016 – Avenant n°1 au marché public d'assistance et de maintenance du logiciel CONCERTO OPUS et de sa déclinaison smartphone CONCERTO MOBILE OPUS avec la société ARPEGE.
- Décision Municipale n°2016-151 du 04 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association AL AMEL.
- Décision Municipale n°2016-152 du 04 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association LES AMIS NATURALISTES DES COTEAUX D'AVRON – A.N.C.A.
- Décision Municipale n°2016-153 du 04 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE.
- Décision Municipale n°2016-154 du 04 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association AMICALE DE LOCATAIRES ET D'INITIATIVES SOLIDAIRES (A.L.I.S).
- Décision Municipale n°2016-155 du 05 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ARABESQUES.
- Décision Municipale n°2016-156 du 05 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ATELIER 44.
- Décision Municipale n°2016-157 du 04 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ARC EN CIEL.
- Décision Municipale n°2016-158 du 05 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'ASSOCIATION DES FAMILLES SPORTIVES DE NEUILLY-PLAISANCE.
- Décision Municipale n°2016-159 du 05 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association AXE BRASIL PARIS.
- Décision Municipale n°2016-160 du 08 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association BULLES D'O.
- Décision Municipale n°2016-161 du 08 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'entreprise CAP EVOLUTION.
- Décision Municipale n°2016-162 du 05 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ATELIER DE PLAISANCE.
- Décision Municipale n°2016-163 du 27 juillet 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11905, Plan n°2675, division n°12.
- Décision Municipale n°2016-164 du 10 août 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11906, Plan n°3653, division n°26.
- Décision Municipale n°2016-165 du 08 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association CERCLE DES MUSIQUES DISPARUES.
- Décision Municipale n°2016-166 du 16 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association LES BULLDOGS DE JOINVILLE.
- Décision Municipale n°2016-167 du 16 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association CLUB PHOTO.
- Décision Municipale n°2016-168 du 16 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association CLUB DE BRIDGE.
- Décision Municipale n°2016-169 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ESPRIT BADMINTON.
- Décision Municipale n°2016-170 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association HORIZON CANCER.
- Décision Municipale n°2016-171 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association HOTEL SOCIAL 93.

- Décision Municipale n°2016-172 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association LES KOKINOUS.
- Décision Municipale n°2016-173 du 19 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à LA FONDATION DES AMIS DE L'ATELIER.
- Décision Municipale n°2016-174 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association NEUILLY-PLAISANCE VILLE FLEURIE ET DES AMIS DES FLEURS.
- Décision Municipale n°2016-175 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association COMPAGNIE GARBO.
- Décision Municipale n°2016-176 du 18 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux municipaux à l'association DABKE FOOTBALL CLUB.
- Décision Municipale n°2016-177 du 24 août 2016 – Convention de financement « Projets été » entre la Ville de Neuilly-Plaisance et la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis.
- Décision Municipale n°2016-178 du 30 août 2016 – Convention entre l'Etat et la Commune de Neuilly-Plaisance pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage – Année 2016.
- Décision Municipale n°2016-179 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association NEUILLY-PLAISANCE SPORTS.
- Décision Municipale n°2016-180 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'Etablissement Public de Santé VILLE EVRARD.
- Décision Municipale n°2016-181 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association VIVALDI A DIT.
- Décision Municipale n°2016-182 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association REVAHB.
- Décision Municipale n°2016-183 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ROLLER LOISIR PLAISANCE.
- Décision Municipale n°2016-184 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association F.N.A.C.A.
- Décision Municipale n°2016-185 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association L'EVEIL DE LA TORTUE.
- Décision Municipale n°2016-186 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association TRITON ATHLETIQUE CLUB.
- Décision Municipale n°2016-187 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'association LA TROUPE INFERNALE & CIE.
- Décision Municipale n°2016-188 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association LES RESTAURANTS DU CŒUR – LES RELAIS DU CŒUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS.
- Décision Municipale n°2016-189 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association LA NOCENNE DE PHILATELIE ET CARTOPHILIE.
- Décision Municipale n°2016-190 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association LES NOCENNES UNIES.
- Décision Municipale n°2016-191 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association ON S'PREND PAS L'CHOU (A.M.A.P.).
- Décision Municipale n°2016-192 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association NEUILLY-PLAISANCE JUDO.
- Décision Municipale n°2016-193 du 23 août 2016 – Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association PAROLES EN SCENE.
- Décision Municipale n°2016-194 du 28 août 2016 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics – Convention relative à la participation de la Croix Rouge Française aux dispositifs prévisionnels de secours

- pour la manifestation intitulée « FETE DE LA RENTREE » au Parc des Coteaux d'Avron à Neuilly-Plaisance (93360).
- Décision Municipale n°2016-195 du 05 septembre 2016 : Exercice du droit de préemption sur le fonds de commerce sis au 38 avenue du Maréchal Foch à Neuilly-Plaisance.
 - Décision Municipale n°2016-196 du 1^{er} septembre 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11907, Plan n°4955, division n°22.
 - Décision Municipale n°2016-197 du 06 septembre 2016 : Avenant n°04 au contrat « dommages causés à autrui, défense et recours » souscrit auprès de la SMACL Assurances.
 - Décision Municipale n°2016-198 du 05 septembre 2016 : Contrat d'occupation précaire d'un logement communal de type F2 (44 m², 1^{er} étage cour gauche) sis 17 rue du Général de Gaulle à Neuilly-Plaisance, donné en location à titre exceptionnel et transitoire.
 - Décision Municipale n°2016-199 du 06 septembre 2016 : Modification du titre de concession de terrain dans le cimetière communal n°11298– Titre n°11908, Plan n°3684, division n°26.
 - Décision Municipale n°2016-200 du 08 septembre 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11910, Plan n°359, division n°01.
 - Décision Municipale n°2016-201 du 08 septembre 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11909, Plan n°562, division n°02.
 - Décision Municipale n°2016-202 du 1^{er} septembre 2016 : Contrat d'occupation précaire d'un logement communal de type F2 (34 m², 4^{ème} étage gauche, n°401) sis 1 rue Raspail à Neuilly-Plaisance, donné en location à titre exceptionnel et transitoire.
 - Décision Municipale n°2016-203 du 05 septembre 2016 : Contrat d'occupation précaire d'un logement communal de type F2 (41 m², 2^{ème} étage gauche) sis 17 rue du Général de Gaulle à Neuilly-Plaisance, donné en location à titre exceptionnel et transitoire.
 - Décision Municipale n°2016-204 du 15 septembre 2016 : Contrat d'occupation précaire d'un logement communal de type F4 (64 m², 2^{ème} étage gauche, n°202) sis 31 bis rue Edgar Quinet à Neuilly-Plaisance, donné en location à titre exceptionnel et transitoire.
 - Décision Municipale n°2016-205 du 16 septembre 2016 : Convention d'occupation temporaire et précaire du domaine public à des fins d'activités de conservation-restauration et culturelles avec l'association « O » - Avenant n°1.
 - Décision Municipale n°2016-206 du 19 septembre 2016 : Convention d'occupation temporaire du domaine public communal avec la SCI NEUILLY PLAISANCE PERI CLEMENCEAU pour l'occupation de quatre emplacements de stationnement place Jean Mermoz à Neuilly-Plaisance (93360).
 - Décision Municipale n°2016-207 du 15 septembre 2016 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics – Convention relative à la participation de la Croix Rouge Française aux dispositifs prévisionnels de secours pour la manifestation intitulée « ACTION PREVENTION ROUTIERE » place de la République à Neuilly-Plaisance (93360).
 - Décision Municipale n°2016-208 du 15 septembre 2016 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association NP JUDO.
 - Décision Municipale n°2016-209 du 15 septembre 2016 : Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux communaux à l'association Sportive du Museum.
 - Décision Municipale n°2016-210 du 20 septembre 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11913, Plan n°4962, division n°22.
 - Décision Municipale n°2016-211 du 19 septembre 2016 : Concession de terrain dans le cimetière communal – Titre n°11912, Plan n°3695, division n°26.
 - Décision Municipale n°2016-212 du 21 septembre 2016 : Contrat d'occupation précaire d'un logement communal de type F2 (45 m², pavillon) sis 2 rue Xavier Goût à Neuilly-Plaisance, donné en location à titre exceptionnel et transitoire.
 - Décision Municipale n°2016-213 du 22 septembre 2016 : Contrat d'occupation précaire

- d'un logement communal de type F1 (20 m², 5^{ème} étage face, n°501) sis 1 rue Raspail à Neuilly-Plaisance, donné en location à titre exceptionnel et transitoire.
- Décision Municipale n°2016-214 du 22 septembre 2016 : Convention de formation préalable à l'armement.
 - Décision Municipale n°2016-215 du 22 septembre 2016 : Désignation d'un avocat dans l'affaire opposant la Ville de Neuilly-Plaisance à un tiers, dans le cadre de dommages volontaires aux biens publics.
 - Décision Municipale n°2016-216 du 22 septembre 2016 : Convention de mise à disposition à titre gratuit de structures sportives communales à la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris.
 - Décision Municipale n°2016-217 du 22 septembre 2016 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'association ARABESQUES.
 - Décision Municipale n°2016-218 du 22 septembre 2016 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'ASSOCIATION DES FAMILLES SPORTIVES DE NEUILLY-PLAISANCE.
 - Décision Municipale n°2016-219 du 26 septembre 2016 : Convention de mise à disposition de la piscine municipale avec la Ville de Gournay-sur-Marne.

Aucune observation n'étant formulée sur le compte-rendu de la précédente séance, Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour.

I. CONTRAT DE CONCESSION POUR L'EXPLOITATION DE L'HOTEL « LE CHOUCAS » - APPROBATION SUR LE PRINCIPE DE LA CONCESSION.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Rahima MAZDOUR, Maire-Adjoint Déléguée au commerce, à l'artisanat et au personnel,

La convention d'affermage liant la commune de Neuilly-Plaisance et la SEM NPIA pour l'exploitation de l'hôtel « Le Choucas » situé à Sixt Fer à Cheval (74740), a été notifiée le 12 octobre 2015, pour une durée de 2 ans.

Cette convention expirera donc au 11 octobre 2017. Par conséquent, il est nécessaire de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence, afin de désigner le nouveau concessionnaire, avant l'expiration de la délégation en cours.

Considérant que l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que la Commission Consultative des Services Publics Locaux doit émettre un avis sur tout projet de contrat de concession avant que le Conseil Municipal ne se prononce sur le principe de cette concession, celle-ci a été réunie le 04 octobre 2016 et a émis un avis favorable au principe de la concession pour l'exploitation de l'hôtel « Le Choucas ».

Considérant l'intérêt pour la Ville de confier à un tiers, l'exploitation du service et au vu du rapport de présentation des prestations assurées par le concessionnaire, il est nécessaire que le Conseil Municipal se prononce sur le principe du recours à la gestion concédée pour exploiter et promouvoir l'hôtel « Le Choucas ».

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** le principe d'une nouvelle concession pour l'exploitation de l'hôtel « Le Choucas » après publicité et mise en concurrence.
- **PRECISE** que les caractéristiques, ainsi que le régime de responsabilité du concessionnaire et de la collectivité, seront détaillés dans le contrat de concession.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir tous les actes nécessaires à la mise en œuvre des obligations de publicité et de mise en concurrence posées dans l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et dans le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 et notamment à lancer l'Avis d'Appel Public à la Concurrence en vue de recueillir les candidatures.

II. CONVENTION POUR OCCUPATION DOMANIALE AYANT POUR OBJET L'INSTALLATION ET L'HEBERGEMENT D'EQUIPEMENT DE TELERELEVE EN HAUTEUR – « COMPTEURS COMMUNICANTS GAZ ».

Monsieur le Maire annonce que ce point est retiré de l'ordre de jour et souhaite attendre les résultats de l'expertise effectuée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) qui doit être rendue avant le 31 décembre 2016.

III. CONVENTION FINANCIERE POUR LA MODERNISATION DE LA VANNE DU CANAL JOINVILLE/SAINT-MAUR SUR LA COMMUNE DE JOINVILLE-LE-PONT (VAL-DE-MARNE).

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Pascal BUTIN, Maire-Adjoint Délégué aux services techniques et espaces verts, aux travaux, à la protection des personnes, des biens et de l'environnement,

La vanne du canal Joinville - Saint-Maur est un aménagement réalisé par l'Etat dans les années 30, afin d'abaisser les niveaux d'eau en période de crue.

A cet effet, l'ancien tunnel de Saint-Maur a été élargi pour évacuer des débits conséquents et le canal aménagé afin de conduire les écoulements en crue de la Marne.

Les débits sont contrôlés par une vanne, située dans l'écluse de Saint-Maur, abaissée en temps normal et relevée en période de crue pour contrôler les débits.

Utilisée régulièrement, elle a fait preuve de son efficacité en baissant sensiblement la ligne d'eau à l'amont. Cependant, depuis 1999, l'ouvrage n'est plus fonctionnel, il faut la rénover et la moderniser pour lui redonner sa fonctionnalité et ainsi, réduire le risque inondation.

Par ailleurs, le Département du Val-de-Marne sera le maître d'ouvrage de cette opération en vertu d'une autorisation de Voies Navigables de France (VNF).

Il a été défini que la modernisation de la vanne secteur permettrait de réduire, pour certaines communes, de 44 cm le niveau de la crue et jusqu'à 10 cm pour les villes les plus éloignées.

En ce qui concerne la Commune de Neuilly-Plaisance, 44 hectares de surfaces inondables sont concernés avec une baisse moyenne du niveau de la crue de l'ordre de 17 cm.

Le projet d'un montant total de 3.000.000,00 euros HT sera financé par :

- Une participation de 50% de l'Etat, soit 1.500.000,00 euros HT par l'intermédiaire du fonds Barnier
- Une participation de 25% maximum du montant de l'opération par le Département du Val-de-Marne, soit 750.000,00 euros HT, et prend à sa charge les frais liés à la TVA
- Une participation des collectivités bénéficiaires de la modernisation de l'ouvrage à la hauteur de 500.000,00 euros HT répartis au prorata de l'impact positif sur chacune des 15 communes (5 de Seine-Saint-Denis et 10 du Val-de-Marne).

La participation financière forfaitaire de la Commune de Neuilly-Plaisance s'élèvera donc à 10 000 euros.

Une participation de 8% du montant de l'opération, soit 250.000,00 euros HT, a été sollicitée auprès du Département de la Seine-Saint-Denis. A ce jour, cette prise en charge est toujours en attente de confirmation.

La Commune de Neuilly-Plaisance versera sa part au Département du Val-de-Marne à l'ouverture de la période de préparation du chantier de construction de la nouvelle vanne (en 2016) sur présentation d'une demande accompagnée d'une copie de l'ordre de service.

La présente convention entrera en vigueur au jour de sa notification à la Commune de Neuilly-Plaisance par le Département du Val-de-Marne, après signature par les deux parties et transmission au représentant de l'Etat dans le Département de la délibération l'accompagnant.

Elle prendra fin après réalisation des deux points suivants :

- production du procès verbal de réception des travaux, auquel seront jointes les copies des factures produites par les entreprises effectuant les travaux ;
- règlements financiers.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention financière pour la modernisation de la vanne du canal Joinville/Saint-Maur sur la commune de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout autre document s'y afférant.
- **PRECISE** que les dispositions contenues dans la présente convention seront exécutoires dès la signature par les parties.
- **PRECISE** que la participation financière de la Commune de Neuilly-Plaisance s'élève à 10.000,00 euros et sera imputée sur le budget communal.

IV. PROLONGATION DE L'APPEL A CANDIDATURE POUR LA RETROCESSION DU FONDS DE COMMERCE SIS 22 AVENUE DU MARECHAL FOCH.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Rahima MAZDOUR, Maire-Adjoint Déléguée au commerce, à l'artisanat et au personnel,

Par délibération n°2016-06-43 en date du 23 juin 2016, le Conseil Municipal a approuvé le cahier des charges de rétrocession du fonds de commerce sis 22 avenue du Maréchal Foch et a autorisé le lancement de la procédure d'appel à candidatures pour la rétrocession.

Depuis, la cession du fonds au profit de la Ville de Neuilly-Plaisance a été réalisée par acte notarié le 4 juillet 2016. Par ailleurs, la Ville a publié un avis de rétrocession portant appel à candidatures consultable en Mairie et diffusé sur le site internet de la Ville mais aussi auprès de nos différents partenaires (CCIP, Chambre des Métiers).

Selon cet avis de rétrocession, les candidatures devaient être adressées avant le 31 octobre 2016 à 17h00. Toutefois, à ce jour, le présent appel à candidatures est resté infructueux, puisque parmi les candidats intéressés, aucun n'a pour l'instant déposé de dossier de candidature.

Selon l'article L.214-2 du Code de l'urbanisme, le titulaire du droit de préemption doit dans un délai de deux ans à compter de la prise d'effet de la cession, rétrocéder le fonds de commerce. La Ville a donc encore jusqu'au 4 juillet 2018 pour rétrocéder le fonds de commerce sis 22 avenue du Maréchal Foch. Aussi, au cas où aucun dossier de candidature n'ait été reçu d'ici le 31 octobre 2016, il est proposé que l'appel à candidatures soit prolongé jusqu'au 16 décembre 2016 à 17h00. L'avis de rétrocession serait alors à nouveau publié jusqu'à ce délai.

Enfin, comme il n'est pas exclu que la procédure soit à nouveau infructueuse, l'appel à candidatures pourrait être prolongé par la suite pour de nouvelles périodes intermédiaires de 1 à 3 mois si besoin est.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** la prolongation jusqu'au 16 décembre 2016 de l'appel à candidatures pour la rétrocession du fonds de commerce sis 22 avenue du Maréchal Foch, sous réserve de l'absence de candidatures au 31 octobre 2016.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à prolonger l'appel à candidatures tant qu'il sera infructueux, au-delà du 16 décembre 2016, par période de 1 à 3 mois.

V. PROLONGATION DE L'APPEL A CANDIDATURE POUR LA RETROCESSION DU FONDS DE COMMERCE SIS 33 AVENUE DU MARECHAL FOCH.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Rahima MAZDOUR, Maire-Adjoint Déléguée au commerce, à l'artisanat et au personnel,

Par délibération n°2016-06-44 en date du 23 juin 2016, le Conseil Municipal a approuvé le cahier des charges de rétrocession du fonds de commerce sis 33 avenue du Maréchal Foch et a autorisé le lancement de la procédure d'appel à candidatures pour la rétrocession.

Depuis, la cession du fonds au profit de la Ville de Neuilly-Plaisance a été réalisée par acte notarié le 4 juillet 2016. Par ailleurs, la Ville a publié un avis de rétrocession portant appel à candidatures consultable en Mairie et diffusé sur le site internet de la Ville mais aussi auprès de nos différents partenaires (CCIP, Chambre des Métiers).

Selon cet avis de rétrocession, les candidatures devaient être adressées avant le 31 octobre 2016 à 17h00. Toutefois, à ce jour, le présent appel à candidatures est resté infructueux, puisque parmi les candidats intéressés, aucun n'a pour l'instant déposé de dossier de candidature.

Selon l'article L.214-2 du Code de l'urbanisme, le titulaire du droit de préemption doit dans un délai de deux ans à compter de la prise d'effet de la cession, rétrocéder le fonds de commerce. La Ville a donc encore jusqu'au 4 juillet 2018 pour rétrocéder le fonds de commerce sis 33 avenue du Maréchal Foch. Aussi, au cas où aucun dossier de candidature n'ait été reçu d'ici le 31 octobre 2016, il est proposé que l'appel à candidatures soit prolongé jusqu'au 16 décembre 2016 à 17h00. L'avis de rétrocession serait alors à nouveau publié jusqu'à ce délai.

Enfin, comme il n'est pas exclu que la procédure soit à nouveau infructueuse, l'appel à candidatures pourrait être prolongé par la suite pour de nouvelles périodes intermédiaires de 1 à 3 mois si besoin est.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** la prolongation jusqu'au 16 décembre 2016 de l'appel à candidatures pour la rétrocession du fonds de commerce sis 33 avenue du Maréchal Foch, sous réserve de l'absence de candidatures au 31 octobre 2016.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à prolonger l'appel à candidatures tant qu'il sera infructueux, au-delà du 16 décembre 2016, par période de 1 à 3 mois.

VI. APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES POUR LA RETROCESSION DU FONDS DE COMMERCE SIS 38 AVENUE DU MARECHAL FOCH.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Rahima MAZDOUR, Maire-Adjoint Déléguée au commerce, à l'artisanat et au personnel,

Afin de conforter son action sur le commerce de proximité, la Ville de Neuilly-Plaisance a instauré, par délibération en date du 30 juin 2008, un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité permettant au Maire de préempter les fonds de commerce, les fonds artisanaux ou les baux commerciaux.

Par décision municipale en date du 05 septembre 2016, notifiée le 06 septembre 2016, Monsieur le Maire a mis en œuvre le droit de préemption dont il est bénéficiaire.

La préemption porte sur le fonds de commerce avec droit au bail de la SARL FRANCK NANGUY TRAITEUR, développant une activité de traiteur, dégustation sur place et à emporter, organisation de cours de cuisine, achat et vente d'articles d'épicerie et ustensiles de cuisine, livraison à domicile ou hors domicile, vente sur les marchés, vente ambulante lors des foires organisées, préparation au domicile/siège du client dans un local sis 38 avenue du Maréchal Foch. Ledit fonds de commerce est composé notamment du droit au bail commercial consenti par « l'indivision DELARUE », propriétaire du local.

La cession du fonds au profit de la Ville de Neuilly-Plaisance sera réalisée par acte notarié avant le 07 décembre 2016. En effet, conformément à l'article R.214-9 du Code de l'urbanisme, l'acte constatant la cession doit intervenir dans un délai de trois mois suivant la notification de la décision de préemption.

Selon l'article L.214-2 du Code de l'urbanisme, le titulaire du droit de préemption doit dans un délai de deux ans à compter de la prise d'effet de la cession, rétrocéder le fonds de commerce à une entreprise immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers ou bien au titulaire d'un titre équivalent dans un autre Etat de l'Union européenne.

Cette rétrocession doit préserver la diversité de l'activité commerciale et artisanale dans le périmètre de sauvegarde. Elle s'effectue par un appel à candidatures selon un cahier des charges comportant des clauses permettant d'assurer le respect de ces objectifs.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-11 du Code de l'urbanisme, le cahier des charges de rétrocession doit être approuvé par le Conseil Municipal.

Ce cahier des charges présente :

- la situation de la ville ;
- la situation du commerce à rétrocéder ;
- le potentiel commercial ;
- la description du commerce et du bail ;
- les conditions de rachat du fonds de commerce.

Dans le cadre de la reprise, il stipule les activités souhaitées et les activités exclues.

Il précise également le coût de la cession, le dossier demandé au futur repreneur et les critères de choix pour la rétrocession.

Les critères suivants seront pris en compte dans les dossiers de candidature :

- la pertinence de l'activité proposée,
- le dossier technique de reprise : appréciation du caractère réaliste des chiffres avancés (solidité financière du candidat, financement, appréciation du potentiel commercial et viabilité économique du projet),
- la qualité des aménagements intérieurs et extérieurs et des matériaux envisagés pour ce projet.

L'objectif poursuivi par la Ville est d'assurer l'attractivité et la diversité commerciale du centre-ville. Pour ce faire, elle souhaite trouver un repreneur susceptible de développer une activité de qualité qui présente une réelle plus-value pour le quartier.

Après approbation par le Conseil Municipal, la Ville publiera un appel à candidatures sur la base du cahier des charges, consultable en Mairie et diffusé sur le site internet de la Ville mais aussi auprès de nos différents partenaires (CCIP, Chambre des Métiers).

Ledit cahier des charges est soumis dès à présent à la validation du Conseil Municipal, afin de pouvoir publier l'appel à candidatures une fois intervenue la signature de la cession du fonds de commerce.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** le cahier des charges de rétrocession du fonds de commerce sis 38 avenue du Maréchal Foch.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à entamer la procédure d'appel à candidatures pour la rétrocession.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à prolonger l'appel à candidatures tant qu'il sera infructueux, au-delà du 13 janvier 2017, par période de 1 à 3 mois.

VII. DEVELOPPEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE – PROTOCOLE D'ACCORD SUR L'ENFOUISSEMENT COORDONNE DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES EN APPUIS COMMUNS.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Mouhamet TOURE, Conseiller Municipal Délégué aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,

Dans le cadre du plan France très haut débit initié par l'Etat, la société SFR est en charge du déploiement d'un réseau fibre optique sur le territoire de la commune de Neuilly-Plaisance.

Pour ce faire, SFR est en cours de déploiement sur la Ville de 40 points de mutualisation avec la mise en place d'armoires spécifiques. Toutefois, afin que tous les bâtiments de la Ville puissent être éligibles à la fibre optique, SFR aurait besoin, pour les habitations reliées par des réseaux aériens, de mettre en place un accord avec le gestionnaire du réseau, pour pouvoir utiliser les supports de ce dernier.

De plus, l'utilisation des supports dudit réseau aérien permettra à SFR de réduire les coûts et

délais de mise en place. Cependant, cette utilisation ne doit pas faire obstacle à la programmation ultérieure de travaux d'amélioration et de sécurisation des réseaux publics de distribution d'électricité au travers, notamment d'opérations d'enfouissement.

La Ville étant adhérente au SIGEIF, ledit syndicat est par conséquent compétent pour autoriser l'utilisation des supports aériens du réseau de distribution d'électricité. A cet effet, une convention « appuis communs » est établie entre les différents opérateurs (ENEDIS, SIGEIF, SFR) fixant les conditions d'utilisation et d'occupation des supports du réseau de distribution d'électricité et d'exploitation du réseau fibre optique.

Ainsi, le présent protocole d'accord établi entre la Ville et le SIGEIF définit les modalités de réalisation et de financement applicables aux opérations d'enfouissement à l'initiative de la Ville.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** le protocole d'accord « Enfouissement coordonné des réseaux de communications électroniques en appuis communs » qui sera passé entre la Ville et le SIGEIF.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit protocole et tout autre document s'y afférent.
- **PRECISE** que les dispositions contenues dans le présent protocole seront exécutoires dès la signature par les parties sans toutefois excéder la période de validité de la convention « appuis communs » conclue pour une durée de 20 ans.

VIII. DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DE MAJORATION ET INTERETS DE RETARD NON PAYES. PC 04911C0049 – SCI LYNGCHOUNG SISE 33 RUE PASTEUR A NEUILLY-PLAISANCE.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Philippe BERTHIER, Conseiller Municipal Délégué aux espaces verts,

En application des dispositions de l'article L-251 A du livre des procédures fiscales, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales sont compétentes pour accorder la remise gracieuse des pénalités liquidées à défaut de paiement, à la date d'exigibilité des taxes, versements et participation d'urbanisme.

Monsieur le Trésorier Principal du Raincy a transmis à la Ville de Neuilly-Plaisance, une demande de remise gracieuse de la SCI LYNGCHOUNG représentée par Monsieur IKHLEF sise 33 rue Pasteur à Neuilly-Plaisance. L'administré explique qu'il n'a pu payer à la date d'échéance la mise en recouvrement du rôle de la taxe d'urbanisme, sans explication complémentaire.

Les intérêts de retard s'élèvent à 135.07 €.

Monsieur le Trésorier Principal du Raincy a émis un avis réservé à cette demande.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **REFUSE** la demande de remise gracieuse de majoration et intérêts de retard du PC 04911C0049 – SCI LYNGCHOUNG sise 33 rue Pasteur à Neuilly-Plaisance et représentée par Monsieur IKHLEF.

**QUESTION ORALE A MONSIEUR LE MAIRE
POSEE PAR LE GROUPE
« UNE NOUVELLE ENERGIE POUR NEUILLY-PLAISANCE »**

Monsieur le Maire indique qu'il a reçu une question orale émise par le groupe « Une nouvelle énergie pour Neuilly-Plaisance » et interroge le groupe pour savoir qui la lit,

Madame BIENTZ lit la question orale,

Monsieur le Maire, il y a quelques semaines vous déclariez : « il n'y a pas de problème de stationnement à Neuilly-Plaisance ». Dans le même temps, vous nous aviez expliqué les changements auxquels il fallait s'attendre.

Nous constatons toutefois :

- que le marché a été récemment modifié le dimanche afin de récupérer des emplacements de stationnement ;
- que le parking du personnel près du Foyer de l'Amitié est désormais ouvert au public ;
- que depuis le 26 septembre, le parking Casanova est « réservé au personnel communal ».

Ce qui, Monsieur le Maire, nous amène à vous poser cinq questions :

- qui sont les personnels communaux concernés et où se trouvent leurs lieux de travail ? Combien d'entre eux utilisent quotidiennement le parking Casanova ?
- les riverains utilisateurs de ce parking (habitants du quartier et entreprises de la Fontaine au Vaisseau pour leurs visiteurs, groupe médical pour ses patients...) ont-ils été consultés ?
- s'agissant du groupe médical, dont le nombre de praticiens a beaucoup augmenté ces dernières années, qu'en est-il des places de stationnements pour les patients, et plus particulièrement les personnes titulaires d'une carte européenne de stationnement et les malades ? En effet, le parking du groupe n'offre pas une place pour chaque praticien et il n'y a pas de place « handicapé » à proximité.
- lors du Conseil municipal du 15 décembre 2015 face à la disparition du parking Clemenceau, vous nous aviez indiqué qu'une étude (dont nous ne savons toujours rien) était en cours pour un nouveau parking. Pouvez-vous nous dire ce qu'il en est ?

Monsieur le Maire prend la parole :

Madame BIENTZ,

Je vous confirme mes propos tenus lors du dernier conseil municipal de septembre. Mieux encore, nous avons réorganisé l'offre existante afin de faire face à la concurrence des achats via Internet et soutenir ainsi notre commerce local, en centre-ville notamment. Rien n'est fait du hasard, notre stratégie globale de dynamisation du commerce local étant indissociable de notre politique de stationnement.

Soucieux de ne pas laisser Neuilly-Plaisance devenir une ville dortoir, je me suis engagé, outre le développement des animations culturelles et sportives, d'équipements municipaux de qualité, d'une offre de logement au cadre de vie agréable, à soutenir le commerce local et permettre aux clients d'avoir une offre d'achat complète dans un périmètre dédié.

Au-delà des outils mis à notre disposition tel que le droit de préemption commerciale, que nous n'hésitons pas à utiliser comme nous avons pu le constater ce soir, la politique du stationnement contribue à atteindre notre objectif de dynamisation commerciale. Je pose la question de savoir si autour de nous, vous connaissez beaucoup de villes où le stationnement est totalement GRATUIT ?

Plutôt que de taxer encore et encore les administrés, je préfère mettre en œuvre une stratégie en adaptant le stationnement aux besoins des nocéens et des commerçants. C'est la raison pour laquelle vous trouverez du

stationnement en arrêt minute (20 minutes à 45 minutes) pour les petits achats ponctuels et rapides type boulanger, boucher, cave à vin, libraire, primeur... , mais également en zone bleue (1h30) pour permettre les arrêts plus longs afin de se rendre chez le coiffeur, le médecin, regrouper plusieurs achats... et des places gratuites sans limitation de temps.

Cette dynamique permet d'éviter l'écueil des véhicules stationnés des jours entiers sans déplacement en cœur de ville, empêchant les clients de se stationner et les décourageant ainsi de faire leur emplettes à Neuilly-Plaisance.

J'ai d'ailleurs étendu la zone bleue sur 13 places de la place de la République et après consultation des commerçants du marché et des sédentaires, nous avons décidé de déplacer le marché du dimanche sur l'avenue Foch, depuis le 11 septembre dernier. Ce dispositif a permis de libérer 41 places de stationnement, en plus du service voiturier qui régule plus d'une centaine de véhicules. Un marché plus convivial, plus sécurisé sur une zone piétonne, ayant attiré plus d'une douzaine de nouveaux commerçants dits volants, des commerces sédentaires ouverts le dimanche qui voient les clients du marché compléter leur achat chez eux, du stationnement sans contrainte... Une opération où tout le monde est gagnant.

De même et toujours dans le même objectif, nous avons loué 23 places au 41 avenue Foch et mis à disposition celui du 52 avenue Foch (12 places) aux commerçants et à leurs employés, libérant ainsi 35 places en centre-ville.

Comme vous le soulignez, j'ai remis à disposition du public en zone bleue, les 21 places de stationnement, auparavant dédiées au personnel communal, et ce toujours dans le but de favoriser l'achat nocéen, soit un total de 56 places.

Pour ne pas pénaliser les agents qui travaillent à l'hôtel de ville, au Cabinet, à l'urbanisme, au Foyer de l'amitié, au CCAS et à la Crèche du centre, ce qui représente 49 agents véhiculés, je leur ai mis à disposition le parking Casanova, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Le choix du lieu a été relativement aisé puisqu'après relevé des plaques d'immatriculation et photos à l'appui, le parking était majoritairement utilisé par des véhicules « ventouses » de particuliers se rendant au RER, des véhicules utilitaires d'entreprise ou PME pour qui la clientèle n'a pas à se déplacer en leur sein quotidiennement, contrairement au commerce local. En outre, la police municipale a pu constater que de nombreuses places restaient disponibles dans la zone artisanale.

Vous me demandez si la population alentours a été consultée... Je ne savais pas que les riverains ou les entreprises avaient un droit de regard sur l'utilisation d'un parking public gratuit qui par ailleurs, ils n'utilisaient pas.

Concernant le groupe médical, dois-je vous rappeler qu'il s'agit de médecins libéraux, et que la ville n'a pas vocation non plus à fournir des places de stationnement pour ce type d'activités. Aussi, il appartient aux praticiens, s'ils le souhaitent, de proposer une place de stationnement réservée aux personnes détentrices de droits spécifiques.

Après 3 semaines d'expérimentation, le bilan est sans appel : il reste suffisamment de places à la périphérie du centre-ville afin que le personnel n'ait pas à se garer sur le parking Casanova. Suite à la sous-utilisation (de 1 à 4 voitures par jour), nous avons interrogé les agents qui nous confirment réussir à trouver de la place sans trop de difficultés, même le jeudi.

J'assume d'avoir proposé des places aux agents du service public qui se démènent chaque jour pour améliorer le quotidien des nocéens tout en favorisant une dynamique commerciale de qualité. J'assume aussi de modifier le projet en fonction de cette expérimentation.

Aussi, le parking Casanova sera, à compter du lundi 17 octobre, réservé toujours pour le personnel communal, aux praticiens du centre médical, s'ils le souhaitent (laissant ainsi leurs places à leur patient), des entreprises de la zone artisanale et des commerçants du marché, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Nous sommes donc aujourd'hui en phase d'expérimentation, le cabinet spécialisé continue à travailler sur l'étude en fonction de ces résultats et du futur PLU pour savoir si in fine il est bien utile de construire un parking souterrain qui pour le coup sera nécessairement payant, ainsi que le stationnement en surface. Les obligations de construction de 1 430 logements à l'horizon 2025 vont nécessairement avoir un impact fort sur les problèmes de circulation et de stationnement au-delà de toutes les difficultés que nous aurons pour financer les crèches, écoles, centre de loisirs, CCAS....

Pour conclure, comme vous le voyez nous sommes très attachés à ces problèmes de commerce et de stationnement et mettons tout en œuvre pour atteindre notre objectif de soutien au commerce local, convivial et permettant un vrai lien social, face à la concurrence de l'e-commerce.

Contrairement à la Ville de Paris qui par exemple décide de fermer des voies majeures de circulation, sans même consulter ses habitants et contre l'avis défavorable de la commission d'enquête publique, je me soucie de l'avenir de notre commerce et mets tout en œuvre pour le dynamiser tout en offrant des possibilités de stationnement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30.